



Edito

Dans ce numéro :

Edito	page 1
Solidaires ne signe pas le protocole d'accord	page 2
Solidarité Internationale et Progrès Social	page 3
Au banquet des requins, les peuples se rebiffent	page 4
Elections CE et DP à la Caisse d'Allocations Familiale	page 5
Elections Sud Rail et Sud Education	page 6
Premier congrès de Solidaires Calvados	page 7
Assurance-chômage, un accord favorable au patronat	page 8

« *Il y a une guerre de classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner.* » Warren Buffett, un des hommes les plus riches du monde.

Dès que l'apparence de la crise semble s'estomper le capitalisme financier repart de plus belle à l'attaque au niveau idéologique et pratique : combien de milliards distribués aux actionnaires ? 40 rien que pour le CAC40 !

Oui la guerre de classe existe toujours, et nous qui nous réclamons d'un syndicalisme de transformation sociale devons plus que jamais lever les voiles que cherche à mettre en place la classe dominante pour faire passer sa politique. Pour cela il faut sur le terrain expliquer inlassablement les tenants et aboutissants de cette politique tout en développant nos revendications et propositions.

Sarkozy, en janvier 2010, avait promis (*une promesse de plus !*) de titulariser les contractuels de la Fonction Publique. Les négociations qui viennent de s'achever prévoient un plan de 4 ans, non pas de titularisation dans le statut de la fonction publique, mais de transformation de CDD en CDI. Le dispositif mis en place contribue à pérenniser un double statut : CDI et fonctionnaire, c'est le statut général des fonctions publiques qui est attaqué. Solidaires et la FSU n'ont pas signé alors que toutes les autres organisations syndicales l'ont fait. Comme quoi le combat contre le développement de la précarité et contre toute forme de précarité est loin d'être fini !

Le mois dernier des organisations syndicales ont encore eu le stylo qui les démangeait sur les retraites complémentaires et sur l'Unedic. Elles ont dégainé pour signer des accords défavorables aux travailleurs. A l'Unedic en gros l'ancien protocole est reconduit pour 2 ans mais le Medef a réussi à introduire un article en sa faveur : si pendant deux semestres le régime est excédentaire d'au moins 500 millions d'euros alors il y aura une baisse des cotisations, et ce malgré les 11 milliards d'euros de déficit cumulé. Depuis Sarkozy est monté au créneau pour une fois de plus dresser une partie de la population contre une autre en demandant des contrôles accrus sur les chômeurs en estimant que c'est un élément de « justice sociale envers les salariés et ouvriers qui travaillent dur ». Ne lui en déplaît ces contrôles Pôle Emploi les exercent déjà, et jusqu'au harcèlement bien trop souvent.....



Les élections cantonales ont mis en avant le Front National qui opère une mue de « dédramatisation » sous l'égide de sa présidente. Alors qu'il prétend défendre les salariés, le programme du FN sur les retraites, l'emploi, les salaires, le temps de travail, le droit du travail et les syndicats est purement antisocial et particulièrement régressif. Notre responsabilité en tant que syndicalistes face à la menace de l'extrême droite est avant tout de répondre avec nos arguments au plus près du terrain. C'est l'essence même du syndicalisme de proximité que nous portons. Il nous faut discuter avec nos collègues, argumenter, convaincre... Notre devoir est de dénoncer, en interne comme publiquement, les idées du FN en pointant nos propres valeurs et réponses. Il faut démonter point par point son programme et montrer combien il est en réalité antisocial et antisyndical.

N'oublions pas le 1^{er} mai, journée de solidarité internationale des travailleurs, qui prend cette année un relief particulier : nous apporterons un soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté. Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir de liberté, de démocratie et de progrès social.

Solidaires ne signe pas le protocole d'accord relatif à la « résorption de la précarité » dans la Fonction Publique!

Contrairement aux promesses de N. Sarkozy, ce plan ne concernera qu'une minorité d'agents non titulaires ! Aujourd'hui, plus de 872 000 contractuels (chiffre officiel) sont recensés dans les trois versants de la Fonction publique.

Le gouvernement n'a aucune intention de revenir sur son « dogme » de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite et il n'y aura, donc, aucune création d'emploi permettant la mise en place d'un plan de titularisation correspondant au nombre de contractuels exerçant actuellement des missions de service public sur des emplois permanents.

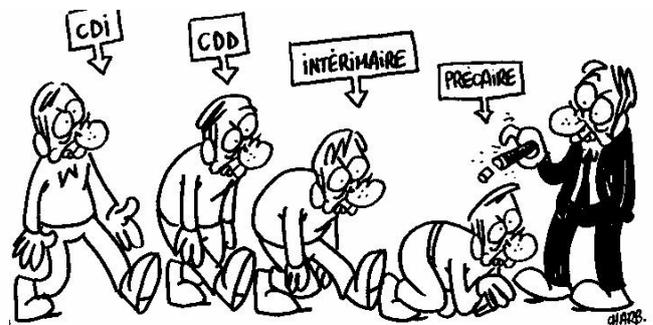
Ce seront les employeurs publics qui dresseront un état des lieux des agents susceptibles d'être titularisés, qui détermineront les corps et cadres d'emplois concernés, en fonction de leur gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences. Et tout cela, **sans dispositif incitatif**, sans contrainte autre que la loi ou les décrets et sans sanction financière en cas de non respect du protocole !

Les agents, bien qu'exerçant depuis plusieurs années pour la Fonction Publique, devront passer des concours, des examens, qui bien que spécifiques, seront très sélectifs. Les lauréats de ces sélections seront nommés et affectés dans des conditions identiques à celles applicables aux lauréats des concours de droit commun. En route pour l'exode et les méandres des mutations ! Et que deviendront ceux qui auront échoué ? Que deviendront ceux qui au bout de 4 ans n'auront pas été éligibles ou promus ? **La porte de la titularisation sera fermée, ce qui est inadmissible pour Solidaires !**

Si la transformation d'un CDD en CDI est, dans l'immédiat, un point positif pour les agents dans cette situation, pour Solidaires, nous sommes

très loin, du dispositif de titularisation. Si le protocole prévoit l'obligation de contrats écrits, la « suppression de l'emploi » figure clairement parmi les motifs de licenciement. CDD ou CDI, le résultat sera le même lorsque l'employeur voudra se débarrasser d'un agent.

Aujourd'hui, le recrutement direct en CDI existe déjà mais ce projet légalisera « l'embauche hors statut » des CDI remplaçant des fonctionnaires, là où des corps devraient être créés. Pour Solidaires, ce recrutement direct en CDI est un DANGER pour le Statut. C'est la preuve du désengagement de l'Etat vis à vis du service public qui annonce sous une forme déguisée l'arrêt du recrutement de fonctionnaires.



Le contrat de projet a été retiré du protocole, de même que le Contrat d'activité mis en place à l'INRAP (*Institut de recherches Archéologiques Préventives*) est supprimé mais **une réflexion sera conduite pour examiner si les règles qui régissent l'emploi contractuel sont adaptées pour : l'Enseignement supérieur, la Recherche et les fouilles archéologiques.** Sans oublier que feront parties de cette réflexion les missions exercées par le versant de la territoriale concernant la gestion des fonds européens et subventions.

Pour Solidaires, le dispositif mis en place pour éviter la reconstitution de la précarité, s'apparente plutôt à la destruction du « Statut » actuel et de ses fondamentaux (*égalité de traitement devant le concours et dans le déroulement de la carrière*), sans aucune garantie que la précarité ne se reconstitue pas aussi vite.

Fonctionnaires et agents non titulaires doivent lutter et se mobiliser ensemble pour l'arrêt des suppressions de poste et pour exiger des créations d'emplois nécessaires aux besoins des services publics intégrant la titularisation des contractuels.



LE 1^{ER} MAI 2011

Solidarité Internationale et Progrès Social !

Le 1^{er} mai, journée de solidarité internationale du monde du travail, prend un relief particulier dans un monde marqué par des évolutions majeures.

Les organisations CFTD - CGT – FSU – Solidaires – UNSA expriment leur soutien aux peuples des pays arabes qui se soulèvent pour la dignité et la liberté. Partout dans le monde, cette onde de choc salutaire bouscule les dictatures et porte un message d'espoir de liberté, de démocratie et de progrès social.

Elles font aussi du 1^{er} mai une journée de solidarité européenne en dénonçant les politiques d'austérité imposées par les Etats membres de l'Union et les Institutions européennes pour « assainir » les dépenses publiques. Les salarié(e)s ne doivent pas payer le coût d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

En France, le 1^{er} mai 2011 se déroule dans un contexte de crise économique et sociale qui creuse les inégalités et mine la cohésion sociale, un contexte de tension sociale toujours forte liée aux préoccupations des salariés en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail qui se sont exprimées fortement dans les mobilisations de 2009 et 2010 face à la crise et à la réforme des retraites.

Partout participons aux manifestations unitaires pour :

- Donner la priorité à l'emploi par des politiques économiques et sociales prenant appui sur une réelle politique industrielle qui réponde aux impératifs écologiques et des services publics de qualité, favorisant la réduction des inégalités. Prioriser des mesures en faveur des jeunes. Mettre fin au non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.

- Améliorer les salaires, les pensions et le pouvoir d'achat, permettre à chacun de vivre dans la dignité en garantissant le droit pour toutes et tous à une protection sociale solidaire et de haut niveau tout au long de la vie ; Faire reculer les inégalités entre les femmes et les hommes

- Améliorer les conditions de travail et faire reconnaître la pénibilité ;

- Lutter pour l'égalité des droits et contre toutes les discriminations, notamment concernant tous les travailleurs migrants.

L'exigence d'une vie meilleure faite de justice sociale, du respect des droits fondamentaux, d'un travail décent, reconnu et valorisé doit se faire entendre.

Mobilisons-nous pour le « vivre ensemble », la solidarité entre les salariés et l'égalité des droits, le choix de la paix, le choix du social. C'est de cette façon que reculeront l'exclusion, le racisme, le rejet de l'autre.

Nos organisations appellent tous les salariés, les chômeurs et les retraités à participer aux manifestations unitaires organisées dans toute la France.

MANIFESTATION UNITAIRE

LE 1^{ER} MAI 2011

10H30 PLACE ST PIERRE À CAEN

Au banquet des requins, les peuples se rebiffent !

G8 dégage!

Le G8 réunira les 26 et 27 mai à Deauville les dirigeants des 8 pays les plus riches du monde. Au lendemain de la tempête financière de 2008, ce G8 a maintenu la dictature de la finance qui emprisonne tous les aspects de notre existence :



mobilitationsG8G20.org

logement, travail, éducation, agriculture, climat, retraites, connaissance, biodiversité...

Les réponses solidaires et démocratiques à la crise mondiale vien-

dront des peuples eux-mêmes, pas des dirigeants des pays les plus riches ! Nous leur refusons le droit d'imposer des plans d'austérité dont ils sont exonérés et qui font payer aux citoyens la crise dont leur capitalisme est responsable.

La planète est bousculée !

Les exemples européens montrent la violence des attaques contre les conditions d'existence des populations mais les énormes manifestations à Londres et ailleurs prouvent la volonté des peuples de ne pas se résigner.

Les processus révolutionnaires en cours dans le monde arabe ont abattu deux dictatures et viré leurs familles mafieuses. Pourtant, rien n'est acquis et les populations luttent encore pour leurs droits et pour la justice. Le soutien nécessaire aux révolutions arabes ne doit pas faire oublier que la récente intervention militaire

en Libye a surtout pour but de préserver les intérêts économiques des grandes puissances tout en récupérant la manne pétrolière confisquée par le clan Khadafi. Enfin, la catastrophe naturelle et nucléaire subie par le peuple japonais démontre une fois de plus qu'il est temps d'en finir avec cette logique du profit et du secret qui permet fraudes, mensonges et autres manipulations pour sacrifier les hommes et dévaster la planète.

Un G8 dans les salons de Deauville pour jouer l'avenir du monde...

Une fois de plus les 8 dirigeants du Monde des riches vont s'enfermer derrière une muraille de policiers et de militaires pour décider de notre avenir sans entendre la voix des peuples.

... Et un contre G8 populaire au Havre

A l'occasion de la tenue du G8 à Deauville, un contre sommet est organisé au Havre les 21 et 22 mai par un large collectif constitué d'associations, syndicats, partis politiques et mouvements citoyens.

La ville sera ouverte à toutes celles et ceux qui veulent démontrer par leurs pratiques et leurs propositions que des voies alternatives existent. L'accès de tous aux droits humains fondamentaux et la protection de notre planète passent par un juste partage des richesses, d'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs.

le 6 avril 2011

collectif du Havre
Premières organisations signataires
CDFT, CGT, CNT,
FSU, SOLIDAIRES
AC!, ASTI, ATTAC,
AYA, CCFD terre
solidaire, LDH,
le ChOC, RESF,
GU, EELV, FASE,
LIBERTAIRE, NPA,
PCF, PG

Samedi 21 mai 2011 - 15H / Gare SNCF – Le Havre

Manifestation internationale

meeting et concert

Dimanche 22 mai – forums citoyens

contact W maison des syndicats 119 cours de la république 76600 Le Havre - alterg8.lehavre@gmail.com

Elections CE & DP

à la Caisse d'allocations familiale du Calvados

Le mardi 29 mars 2011 avaient lieu les élections professionnelles à la CAF du Calvados, globalement (*collèges cadres et employés confondus*) **SUD Solidaires "Protection Sociale" obtient :**

Au Comité d'Entreprise : 53,83 % des voix exprimées.
 En Délégués du Personnel : 60,70 % des voix exprimées.

DP Collège Employés

	Titulaires		Suppléants	
SUD	250	67 %	243	65 %
FO	123		131	
Nuls	11		12	

5 élus SUD Solidaires (sur 7 postes)

DP Collège Cadres

	Titulaires		Suppléants	
SUD	42	38,88 %	39	35,78 %
FO	66		70	
Nuls	11		10	

CE Collège Employés

	Titulaires		Suppléants	
SUD	224	60 %	202	53,86 %
FO	146		173	
Nuls	9		13	

CE Collège Cadres

	Titulaires		Suppléants	
SUD	35	32 %	46	43,80 %
FO	73		59	
Nuls	11		12	

Élections professionnelles du 24 mars 2011

Les cheminot-e-s confirment la place de
Sud Rail dans l'entreprise
17,38% (17,67% en 2009)

Sud Rail est le syndicat majoritaire dans de nombreux établissements.

Notre implantation demeure inégale : de 23,79% à l'exécution à 3,78% chez les cadres. La direction s'attaque au syndicalisme **Sud Rail** et à l'inverse soutient d'autres courants syndicaux. Ce n'est pas neutre, y compris sur le résultat des élections.

Près de 75% des cheminot-e-s ont participé à ces élections.

Au niveau conduite, **Sud Rail** continue à progresser un peu et est passée de 10,58% en 1998 à 28,98% en 2011.



Élection du 22 mars 2001

pour désigner les représentants des personnels au Conseil National de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (CNESER).

**À l'Université de Caen,
SUD-Éducation gagne du terrain.**

Le CNESER est un organe consultatif national qui donne par exemple sa position sur le budget de l'enseignement supérieur... mais qui est rarement écouté par la ministre, ce qui explique que la participation soit généralement très faible à ce scrutin. À l'Université de Caen, la participation a d'ailleurs été mauvaise puisqu'entre 10 et 15% seulement des personnels ont voté selon les catégories de salariés.

Alors que le secteur de l'enseignement supérieur a été touché par de nombreuses réformes libérales ces dernières années (*mise en concurrence des universités et des établissements de recherche, dégradation des conditions de travail des personnels, développement des contrats précaires*), les résultats de SUD-Éducation sont en progression chez les salariés de l'université de Caen.

Dans le collège des personnels non-enseignants (bibliothécaires, ingénieurs, agents administratifs, techniciens et ouvriers), la liste de SUD-Éducation conforte localement sa première place avec 31,6% des voix, et creuse ainsi l'écart avec la CFDT (24,6%) et l'UNSA (21,6%) par rapport à l'élection de 2007. Dans le collège qui regroupe une partie des enseignants-chercheurs (*dont une partie de contractuels*), la liste de SUD-Éducation a recueilli 15,8% des voix derrière la FSU (36,8%), mais passe pour première fois devant la CFDT (13,8%). Au niveau national, ces suffrages ont participé à l'obtention d'un siège au CNESER pour notre liste dans un des collèges des enseignants-chercheurs.

1^{er} congrès de Solidaires Calvados

des 25 et 26 février 2011

De nombreux débats interprofessionnels
pour mieux défendre les travailleurs

Participation des syndicats : 12 syndicats (*Industrie, Education, Protection sociale, Santé-sociaux, impôt-trésor, retraités, rail, travail affaires sociales, collectivités territoriales, précaires-chômeurs, culture, rural*) et 44 militantes et militants étaient présents.

Pour débiter, le rapport d'activité a permis de faire un bilan des trois années passées. Il a été adopté à l'unanimité des syndicats.

Eric Beynel, du secrétariat national de Solidaires est ensuite intervenu et nous en retenons ici seulement les aspects suivants.

Le mouvement sur les retraites va bouleverser la donne syndicale dans les mois et les années à venir. On a vu le retour de thèmes mis de côté depuis plusieurs années : lutte des classes, capitalisme, etc... Le mouvement a mis en lumière la souffrance sur le lieu de travail (*il est insupportable d'envisager de travailler deux ans de plus avec la réforme des retraites*).

Solidaires avec **ATTAC** et la **Fondation Copernic** va prendre des initiatives sur la dépendance afin de lutter contre le projet du gouvernement de transférer le sujet aux assurances privées.

Le mouvement des retraites a montré la place des Solidaires locaux : cortèges nombreux, dynamiques et déterminés ! Il a permis de nous développer : création très récente par exemple d'un Solidaires départemental dans le Jura et d'un Solidaires local (*échelle urbaine*) à Narbonne. Il est important de s'implanter au plus près des bassins d'emploi. Intérêt des Solidaires locaux (*échelle de la ville ou de la communauté d'agglomération*), mais développement à partir des unions départementales.

La précarité et le chômage sont un défi pour le syndicalisme. Innovation dans votre département avec **SPC**.

Le rapport financier a ensuite été présenté. Le bilan est positif, et donc le quitus a été voté à l'unanimité.

Après intégration d'amendements à la résolution Orientation, celle-ci a été adoptée. Il reste maintenant à la mettre en oeuvre avec une équipe à renforcer.

La deuxième journée a été riche en propositions et débats mais aussi un peu fastidieuse : 4 résolutions du congrès national, qui aura lieu en juin prochain, ont été amendées. Étant donné l'actualité concernant le nucléaire, retenons ce point comme illustration de nos débats.avec les débats d'amendements à 4 résolutions du congrès national qui aura lieu en juin prochain. Etant donné l'actualité concernant le nucléaire, retenons ce point comme illustration de nos débats.

Nucléaire : en sortir

Les événements du Japon n'avaient pas encore eu lieu lorsque nous avons débattu, en vue du congrès national, de notre positionnement concernant le nucléaire.

Ils ne font que confirmer nos propositions en ce domaine. En voici quelques-unes.

- La filière nucléaire a des caractéristiques particulières qui justifient son arrêt.
- C'est une source permanente d'inquiétude et de risques pour les travailleurs du nucléaire bien sûr, mais aussi pour les populations vivant à proximité.
- Nous avons noté aussi les dérives antidémocratiques au profit du tout sécuritaire.
- L'acharnement à construire des EPR au coût exorbitant est une aberration.

Assurance-Chômage : Un accord favorable au patronat



La reconduction de la convention de l'assurance-chômage de 2009 jusqu'en 2013 est saluée par les centrales syndicales, sauf la CGT. Les grands perdants de ce nouvel accord seront les millions de chômeurs et chômeuses, notamment touché(e)s par le chômage de longue durée.

La règle d'un jour indemnisé pour un jour cotisé avec un plafond de durée d'indemnisation de 24 mois va produire des effets désastreux dans un contexte de crise économique et sociale qui perdure et augmenter le nombre de personnes aux minima sociaux.

La validation du principe d'automaticité des baisses de cotisations jusqu'en 2016, même avec des règles, légèrement durcies, de seuil d'excédent du régime, est un pur scandale.

Au contraire, les cotisations patronales devraient être augmentées car c'est le patronat, comme entité collective, qui doit payer les dégâts sociaux des licenciements et de la précarité.

Cet accord au rabais s'est fait sans débat démocratique ni mobilisations d'ampleur pour faire pression sur le MEDEF. La démocratie sociale exigerait de changer totalement les instances de décision de l'UNEDIC, par des élections nationales des représentants des salariés et le droit de siéger des associations de chômeurs.

7 avenue de Cambridge
CITIS
14 200 Hérouville St Clair

Téléphone : 02 31 24 23 36
Tarif com. locales : 08 79 03 13 95

Mel :
syndicatssolidaires@orange.fr

Directrice de la
publication :

Danielle Morvant

Mensuel
Prix public : 1 euro
Imprimé par nos soins

